

Numéro de l'assuré : 1 86 05 59 183 147 32

Nom de l'assuré :

DESMET ADRIEN

CPAM DE CHARENTE MARITIME 55 RUE DE SUEDE CS 70507
17014 LA ROCHELLE CEDEX 1

3646 Service 0,06 € / min
+ prix appel

M DESMET ADRIEN
6 RUE NEGRE
17230 ANDILLY

mon
parcours
d'assuré

Le 06/12/2017



Pour être mieux
suivi... je déclare mon
médecin traitant et je
respecte le parcours
coordonné.

> MON ATTESTATION DE DROITS À L'ASSURANCE MALADIE

Cher monsieur DESMET,

Vous êtes affilié à un régime d'assurance maladie pour la protection de votre santé.

Pour faire valoir vos droits, vous trouverez ci-joint une attestation à présenter aux professionnels de santé (médecins, pharmaciens, etc.) si vous ne disposez pas de la carte Vitale.

En cas de changement d'activité, de déménagement, de mariage ou de naissance, pensez à informer rapidement votre organisme d'assurance maladie et à mettre à jour votre carte Vitale. Vos droits seront ainsi actualisés.

Avec toute mon attention,

votre correspondant de l'Assurance Maladie



La mise à jour de ma carte Vitale, c'est maintenant!

Des bornes de mise à jour sont à ma disposition dans toutes les caisses d'assurance maladie, les pharmacies et dans certains établissements de santé.



→ Votre attestation de droits à l'assurance maladie à présenter aux professionnels de santé

CHARENTE-MARITIME

Numéro de l'assuré : 1 86 05 59 183 147 32

Nom de l'assuré :

DESMET ADRIEN

Attestation de droits à l'assurance maladie

Valable du 06/12/2017 au 05/12/2018 sous réserve de changement dans la situation de l'assuré

| organisme de rattachement sécurité sociale | code gestion | n° de sécurité sociale de l'assuré (à utiliser pour tous les bénéficiaires ci-dessous) | modulation du ticket modérateur |
|---|--|--|------------------------------------|
| 01 171 8011 | 10 | 1 86 05 59 183 147 32 | |
| Bénéficiaire(s) nom de famille suivi d'un éventuel nom d'usage | n° de sécurité sociale du bénéficiaire (pour information) | | né(e) le/rang |
| DESMET ADRIEN a déclaré un médecin traitant | 1 86 05 59 183 147 32 | | 23/05/1986 1 |

Toute attestation de droits antérieure est à détruire.

Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant auprès du directeur de votre Caisse.

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 441-1, et suivants du Code Pénal). En outre, la falsification ou l'établissement de faux documents, ainsi que l'utilisation de tels documents sont passibles d'une pénalité financière au titre des articles L. 162-1-14 du Code de la Sécurité Sociale.